

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité SIG - 3 novembre

1. service civique

⇒ **72% des Français se déclarent pour un service civique obligatoire.** Mais seulement 55% des moins de 25 ans, contre 85% des plus de 65 ans.

Politiquement, l'approbation est nettement majoritaire partout : 71% à gauche ; 74% à droite ; 70% au FN ; 65% chez les « sans sympathie partisane ».

⇒ **72% souhaiteraient que cette décision soit prise « par les citoyens par référendum »**, 13% seulement « par les parlementaires » et 15% pensent que le mode d'adoption « n'a pas d'importance ».

Ces résultats sont toutefois à prendre avec précaution, les Français étant par principe favorables au referendum, et le sujet du service civique obligatoire n'est pas aujourd'hui dans les esprits. A noter que les plus de 65 ans sont moins enclins à passer par référendum (58%)

⇒ **Les arguments en faveur d'un service civique obligatoire paraissent convaincants** : 82% pensent que « cela va renforcer l'intégration des jeunes dans la société » ; 81% que « cela va renforcer le sens civique chez les jeunes » ; et 75% que « cela va favoriser la mixité sociale ». Les clivages politiques ou sociologiques sur ces trois questions sont faibles.

A l'inverse, l'argument du coût porte relativement peu : ils ne sont que 37% à penser que « cela va coûter trop cher à l'Etat » (mais 57% des moins de 25 ans...)

⇒ **Les Français seraient plutôt partisans d'un service civique assez long** : 42% envisagent une durée d'un an ; 36% de 6 mois ; et seulement 22% de moins de 6 mois.

Les jeunes, plus réticents, sont plus nombreux à souhaiter une durée courte : 36% moins de 6 mois ; 35% 6 mois ; et 29% un an.

2. Sivens

Les forces de l'ordre sont peu remises en cause (cohérent avec la forte demande d'ordre et d'autorité) mais les formes radicales de protestation qui continuent à bénéficier d'une compréhension.

⇒ **44% des Français jugent que le gouvernement a « bien réagi »** depuis l'annonce de la mort de Rémi Fraisse, contre **50% « mal »** (60% à droite) - ce qui n'est pas un mauvais score dans le contexte.

Des divergences, mais pas de fracture, traversent la gauche : une majorité de la gauche de la gauche (53%) et des Verts (50%) jugent que le gouvernement a mal réagi, alors que les socialistes jugent à 61% le contraire.

⇒ **Face à « certaines personnes ou certains groupes qui se radicalisent et durcissent leurs actions pour défendre leurs idées ou leurs intérêts », 45% des Français font preuve de « compréhension » et 29% de « soutien ».**

Ces résultats sont en **nette baisse par rapport à novembre 2013** (mouvement des bonnets rouges) : 22 points de moins de compréhension ; 19 points de moins de soutien.

Ils restent cependant **élevés au regard de la dureté de la question** - il ne s'agit pas de soutien à des « manifestations » mais à des actions radicales et de contestation d'autorité.

La « *compréhension* » est majoritaire chez les CSP- (53%), les Verts (50%), et les sympathisants FN (52%). Mais elle est notable partout - y compris un tiers des sympathisants PS.

Le « *soutien* » touche évidemment plus la gauche radicale (40%), mais est désormais aussi marquée à droite (32% à l'UMP).

⇒ **Face à ces radicalisations, les Français soutiennent cependant les forces de l'ordre** : ils partagent majoritairement (59%) le constat que « *les forces de l'ordre ne sont pas suffisamment préparées et équipées* » ; et 67% jugent que « *les forces de l'ordre doivent adapter leur comportement à la violence des manifestants* » plutôt que « *ne pas changer de comportement et rester dans la retenue, quelle que soit la violence des manifestants* » (33%).

Signe qu'il s'agit bien d'un affaiblissement des institutions et décisions démocratiques dont procède l'autorité, davantage qu'une contestation de l'autorité elle-même.

3. mères voilées dans les sorties scolaires

⇒ Suite aux propos de N. Vallaud-Belkacem sur la possibilité pour les mères voilées d'accompagner les enfants en sorties scolaires - relayés dans la presse de droite depuis plusieurs jours - les Français **confirment une vision de la laïcité assez intransigeante** :

- 18% souhaitent que les mères voilées puissent toujours accompagner les enfants ;
- 25% pensent que ces autorisations devraient relever de « *l'exception* » ;
- et 56% estiment que « *une telle autorisation ne devrait jamais être donnée* » (dont 45% des sympathisants de gauche, 65% à droite et 75% au FN).

Il n'est pas impossible que le sujet s'invite le 6 novembre.

4. simplification

⇒ 53% des Français disent avoir entendu parler du « *chantier pour simplifier les démarches administratives pour les entreprises et les particuliers* », ce qui n'est pas un si mauvais score - même si la question est très large.

5. Calais

⇒ L'adhésion à l'ouverture d'un centre humanitaire à Calais s'érode légèrement en une semaine (-3 points) mais reste majoritaire : 53% contre 47% (dont 60% à l'UMP et 80% au FN). La médiatisation de la sortie de M. Le Pen et la sensibilité de cette question peuvent laisser présager une poursuite de l'érosion dans les semaines à venir.

6. Efforts pour réduire les dépenses publiques

⇒ Compte tenu de l'importance - avérée dans les études - de l'exemplarité de l'Etat et du gouvernement pour amener les Français à consentir de nouveaux efforts, nous avons souhaité savoir combien percevaient de la part du gouvernement une volonté de réduire les dépenses suffisante pour les inciter à faire des efforts eux-mêmes.

42% déclarent que les efforts du gouvernement les incitent à faire eux mêmes des efforts pour redresser les comptes publics, contre 57% non. Un score qui cache des clivages (37% des Csp - contre 42 des Csp+, 49 à gauche contre 37 à l'UMP), mais qui compte tenu du contexte n'est pas si mauvais que cela.

Adrien ABECASSIS